

# CE QUE DIT STALINE DE L'ANARCHISME

VOIR  
page 3

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 234  
VENDREDI 30 JUIN 1950  
LE NUMERO : 10 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONAL  
ANARCHISTE »

## CRISE MINISTÉRIELLE OU CRISE DE RÉGIME ?

Il ne manque pas d'hommes sentieux, dans la presse bien-pensante, pour répondre gravement à la question en choisissant l'un des deux termes.

Pour nous, la distinction n'est que dans les apparences. C'est justement parce que le régime est en état de crise permanente que périodiquement se défont et se refont les cabinets. Non que nous néglions les luttes des coteries politiciennes, les jeux personnels, les trafics pré-électoraux. Mais tout cela, c'est l'accessoire. Le fondamental, c'est l'ébranlement profond du système.

Les intérêts électoraux d'ailleurs sont en contradiction avec le vote de défiance qui a renversé le cabinet Bidault.

Les députés préfèrent jouer de dix mois de mandat plutôt que d'affronter un corps électoral énigmatique. Seuls les R.P.F. — encore ne sont-ils peut-être pas bien sincères — veulent une consultation rapide. Les stalinien, pour l'instant, préfèrent ne pas connaître l'opinion, les autres ne veulent pas d'élections avant la réforme du système électoral.

Mais les partis, condamnés à l'impuissance, voués — telle la S.F.I.O. — à soutenir, sans y participer, un gouvernement dont l'action est la négation de leur programme, en viennent à faire le contraire de ce qu'ils désirent et à voter la défiance... en manifestant leur confiance. Ch. Lussy au nom du groupe S.F.I.O. a, en l'avouant, fait sourire toute l'Assemblée.

C'est qu'on ne soigne pas un mal profond avec des calmants. De temps à autre, la douleur se réveille, c'est la crise, et les politiciens-médicaments se consultent en vain.

On changera de médecin. Rien n'y fera. Aucune formation ne pourra faire autre chose que d'endormir le mal pour quelques semaines.

Que peuvent en effet les programmes immédiats (ne parlons pas des programmes électoraux plongés dans l'oubli depuis 1946 !) dans la situation présente ? La France, venu sur le capitalisme traditionnel alors que végétent les essais de capitalisme d'Etat — nationalisations — est incapable, avant longtemps, et même si le pool Schuman voit le jour, d'une production dont le volume et les prix soient au niveau de ceux des U.S.A. ou même de l'Allemagne. L'autarcie est impensable mais une politique économique basée sur les exportations est absurde étant données les possibilités de la production française, pays d'industrie relativement faible, mal outillé. Ces conditions particulières accentuent les contradictions internes du capitalisme et de l'étatisme : le faible niveau économique contraint les gouvernements à limiter très étroitement la circulation monétaire et le crédit. D'où insuffisance de consommation, stockage, freinage de l'économie, difficultés financières devant les revendications des salariés et l'insuffisance des ressources procurées par l'impôt, le tout aggravé encore par un budget militaire démesuré et d'ailleurs inutile même si on se place sur le plan de la « Défense nationale ». Pour comble, l'aide yankee semble devoir s'amenuiser.

Paul Reynaud eut le courage, en août

1948, de préconiser la quasi-suppression des dépenses militaires : son ministère dura trois jours. Le capitalisme ne peut se prolonger qu'en se modifiant. Mais la bourgeoisie est incapable d'accepter les mesures qui lui paraissent s'imposer. Et si la dissolution du Parlement est évitée, Plevén, Quœu ou autres ne pourront que végéter au milieu du désordre, de la confusion, et des difficultés incessantes d'un régime dans l'impassé.

Il y a aussi la solution d'autorité : en admettant que de nouvelles élections portent à l'Assemblée une majorité R.P.F. et que celle-ci ait vraiment l'intention de mettre fin au chaos économique actuel et de relever le niveau productif du pays, encore que nous doutions du génie du général de Gaulle ou du comte de Paris (n'est-il pas en ce moment au centre d'intrigues assez comiques ?), ce ne pourrait être qu'au prix d'une main-mise de l'Etat sur l'économie, d'une limitation des prérogatives du patronat, mais en même temps d'un esclavage ouvrier, d'une exploitation accrue, sous le masque, peut-être, d'une dérisoire participation des travailleurs aux bénéfices qu'ils auraient accrois par leur servage.

(Suite page 2, col. 6.)

## Vers la guerre ? Le conflit coréen a été provoqué par Moscou mais sa cause première résidé dans les accords Staline-Roosevelt

Le mardi 27 juin, coup de tonnerre. Les U.S.A. interviennent directement. C'est après 40 heures de délibérations que le Conseil National de Sécurité américain prend cette décision, dont il est vain de sous-estimer la gravité. En effet, l'épreuve de force qui, dès maintenant, met aux prises en Corée les deux impérialismes, va s'étendre à Formose.

Les U.S.A. ayant proclamé que Formose sera défendu contre toute attaque, se trouvent virtuellement en état de guerre avec la Chine de Mao-Tse-Tung. En outre, ordre a été donné d'expédier immédiatement armes et matériel en Indochine où une mission militaire venue de Washington, est attendue d'un moment à l'autre.

Nul ne peut nier que la responsa-

E N Corée, le dimanche 25 juin à l'aube, les forces du Nord franchissent le 38<sup>e</sup> parallèle qui constitue la frontière séparant les deux Etats que les Soviets et les Américains ont créés.

L'avance des assaillants est foudroyante. Le lendemain, M. Truman annonce que l'aide des U.S.A. se limite à l'envoi de munitions et le président sud-coréen déclare : « Trop tard ! Nous n'avons rien pour enrayer l'offensive », cependant que l'Etat-Major Nordiste publie une proclamation exigeant la reddition immédiate et sans condition.

bilité de cette affaire incombe au Kremlin. Le fait est indiscutable : le Quisling du Nord a attaqué le Quisling du Sud.

Que veut Staline ? La réponse la plus simple qui vient à l'esprit est dictée par le précédent hitlérien : placer le monde devant le fait accompli, comme l'avait fait le 3<sup>e</sup> Reich lorsqu'il occupa la République, réalisa l'Anschluss, s'adjugea la Slovaquie. Pourtant, si les méthodes sont les mêmes, la réalité est différente.

Hitler n'avait pratiquement rien devant lui, devant Staline vient de se dresser la puissante Amérique. La question qui maintenant se pose est de sa-

voir qui s'inclinera. Car on peut prévoir que les Nordistes ne pourront résister bien longtemps aux forces navales et aériennes de Mac Arthur qui a pris les opérations en mains. Certes, on fait remarquer que les forces terrestres américaines ne prennent pas part au conflit. Mais le moindre prétexte justifiera leur mobilisation et le danger le plus immédiat réside dans ce qu'a décidé Staline : se résoudra-t-il à un échec ? Ou bien va-t-il imiter Truman : envoyer des troupes russes au secours de son gouvernement du Nord ? Si oui, la guerre est inévitable. Si non, un répit nous est accordé. Mais on peut encore supposer qu'une réédition de la guerre de Chine s'organise en Corée, la capitale du Nord figurant Mac et celle du Sud, Tchang Kai Chek. Mais l'enjeu est peut-être plus important et les conséquences prévisibles d'autant plus graves : la Corée, terre stratégique, entièrement aux mains des Russes, constituerait une base militaire menaçant directement le Japon, pièce maîtresse des U.S.A. en Asie.

ERIC ALBERT.

(Suite page 2, col. 1.)

### UN DRAME PAYSAN

## LA CRISE VINICOLE

A u moment où la crise s'abat sur la paysannerie vinicole, caractérisée par une ménée qui profite aux riches négociants et aux gros propriétaires possesseurs de plusieurs centaines de milliers de pieds de vignes, il est actuel de dégager les causes de cette crise et les remèdes qu'il serait possible de lui appliquer.

La viticulture est traversée par les crises. Aux troubles de la production, déterminées par un écoulement difficile dans le cadre capitaliste, il faut ajouter les troubles graves naissant des maladies cryptogamiques. Elles sont toujours ravageuses, les vignobles et provoquent par conséquent des pertes considérables chez les petits vigneron, ayant investi leurs économies et leur travail dans une production compromise, ce qui généralise les hypothèses, les bénéficiaires étant les prêteurs d'argent et les gros propriétaires cumulant des fonctions industrielles. Lorsque les débouchés solvables se rétrécissent, la paysannerie vinicole connaît évidemment de mauvaises années et cela sur le plan mondial. Les grands vins dont le débouché traditionnel est l'exportation restent en chais. Les vins de qualité courante se vendent mal et cela représente pour les petits producteurs des pertes sévères, car s'ils vendent aux négociants à des prix de production, souvent très faibles, ne payant même pas l'effort et les dépenses de production, ces prix arrivent au consommateur final, enflés de toutes sortes de commissions, de toutes sortes de taxes.

La viticulture dans l'économie

L'étière de la population agricole française trouve sa subsistance dans la viti-

culture, soit environ 1.700.000 familles (1), qui font à leur tour vivre 350.000 entreprises commerciales sans parler des centaines de milliards que l'Etat soutient de cette activité.

Il est donc évident que lorsque ces nombreuses familles paysannes ne peuvent écouter leurs produits à des prix qui leur permettent de vivre dignement cet état de fait a de graves conséquences d'ordre économique et social sans parler de l'Etat qui, directement intéressé dans l'affaire, voit ses perceptions fiscales diminuer. En effet, lorsque le pouvoir d'achat des petits cultivateurs faiblit, l'industrie en subit les conséquences, puisque son débouché naturel se contracte et cela entraîne une incubation de crises. Cette absence d'harmonie est tout à fait naturelle dans l'économie capitaliste où la production se ralentit et se contracte selon que les cours commerciaux s'élèvent ou s'abaisse.

### Les causes de la crise

Les économistes considèrent que les causes de la crise vinicole doivent être cherchées dans l'augmentation des surfaces plantées pour l'ensemble du vignoble mondial, augmentation ayant déterminé une surproduction par le fait que la consommation solvable ne s'est pas accrue proportionnellement. Il y a aussi le fait de pays non producteurs, qui le sont devenus, comme l'Algérie, les Etats-Unis, par exemple, et qui, de clients deviennent fournisseurs ; le fait aussi de pays, qui, placés en dehors des conflits guerriers, ont développé leur production vinicole pendant que l'Europe se battait (2).

Lorsque la production européenne a été reconstituée, il est évident que la production des pays nouveaux producteurs a été reconstruite, il est évident que la production des pays nouveaux produc-

teurs a fait double emploi, d'autant plus que la rareté du vin pendant les périodes de guerre, en élevant le prix, a stimulé la production bien au delà des besoins solvables. D'ailleurs, même une production mondiale de plus de 300 millions d'hectolitres pourrait être facilement absorbée par une population active qui croît lentement, mais il y a des causes plus profondes que le fait de la concurrence de pays neufs produisant à meilleur compte pour expliquer le rétrécissement des débouchés.

Et dans ces causes, le producteur et le consommateur n'ont rien à voir. C'est le problème de la commercialisation qui est le point névralgique. Ce sont les intermédiaires les fautifs, qui profitent de leur situation pour faire de rapides fortunes sur le dos du producteur et du consommateur. D'ailleurs, si les gains dans le commerce des vins n'étaient pas appréciables, le nombre des débits de bouteilles ne serait pas si élevé.

### Un élément du problème social

C'est donc toujours l'éternel problème.

Prix de vente bas, à la production ; prix disproportionné à la consommation. Le consommateur se restreint donc comme il se restreint lorsqu'il va au restaurant devant les prix demandés pour une bonne bouteille d'hôtelier, l'hôtelier qui veut se rattraper sur les vins qui multiplie par 3 ou par 4 le prix d'achat des vins en bouteilles. Il faut dire aussi que l'évolution des mœurs porte atteinte à la production vinicole.

Les jeunes générations délaissent les satisfactions gastronomiques pour d'autres satisfactions, les dépenses qui étaient faites ici sont reportées ailleurs (sport, plages, voyages, etc.). Les tarifs douaniers et le coût des transports contribuent à éléver le prix des vins exportés, donc en limitant la consommation extérieure. Car au coût de production s'ajoute des frais d'assurance, de courrage, de transport par fer et par mer et de douanes toujours très élevés.

En résumé, les remèdes pour pallier aux difficultés économiques des petits producteurs sont les mêmes que les remèdes qui doivent guérir le prolétariat industriel de sa servitude économique et politique.

Améliorer la qualité du vin et diminuer le coût sont certes choses possibles, mais à la condition de supprimer les intermédiaires, et cela n'est pas possible sans détruire l'Etat qui les fait vivre et vit d'eux, puisque ses ressources fiscales augmentent avec leur nombre.

Cela entraîne donc une révision de la propriété juridique : l'expropriation des gros propriétaires qui souvent ne sont pas des professionnels, le regroupement des terres pour abaisser le coût de production, la suppression des fermages, des métayages et des redevances, cela entraîne des idées admises, détruit des intérêts individuels pour la renaissance de la viticulture, le progrès social et le développement moral des populations paysannes.

Cette transformation ne se fera pas spontanément. Elle exigea du dévouement à la cause, une lutte ardue.

ZINOPOLOS.

(1) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(2) On peut citer l'Albanie, la Bolivie, le Brésil, Chypre, Malte, le Maroc, la Palestine, le Pérou, la Syrie, le Liban, la Tchécoslovaquie.

(3) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(4) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(5) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(6) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(7) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(8) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(9) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(10) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(11) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(12) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(13) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(14) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(15) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(16) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(17) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(18) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(19) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(20) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(21) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(22) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(23) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(24) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(25) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(26) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(27) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(28) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(29) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(30) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(31) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(32) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(33) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(34) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(35) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(36) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(37) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(38) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(39) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(40) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(41) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(42) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(43) Naudet, Statut juridique de la viticulture française.

(44) N

## LES RÉFLEXES DU PASSANT



## LES PÈRES

Ils ont toujours suivi la trace de leurs aieux. Pleusement. Et les fils les ont imités. Et les fils, à leur tour, sont devenus des pères que la République s'est enfin décidée à honorer. C'est bien la moindre des choses. S'il n'y avait pas de pères, où serions-nous, je vous le demande ? Je parle, évidemment, des vrais pères, de ceux qui ont desservi la famille prolifère et grondante dans l'ancien et le respect des immortels principes. Ceux qui n'ont jamais douté des bienfaits du Crédit Lyonnais, de l'héritage et de la population, ceux qui sont toujours prêts à défendre la patrie et s'honoront d'avoir abandonné une cuisse à Verdun.

Vivent les pères ! Grâce à leur enseignement sage, la moralité est toujours aussi solide que les colonnades du Palais-Bourbon. Fondation essentielle de toute société digne de ce nom, ils nous l'ont enseigné dès notre âge le plus tendre. Un jour, il nous a apporté une tirelire : Mon fils, c'est object est le symbole de l'épargne. Or, sans épargne, il n'y peut y avoir de moralité. Souviens-toi ! Ayant dit, ils se sont vaguement souvenus des emprunts russes et des louis d'or transmises en diplôme d'honneur. Une autre fois, à l'occasion de la première communion, ils nous ont offert une splendide collection d'images d'Épinai représentant les glorieuses pages de notre histoire : des cadavres ennemis par monceaux, des culottes rouges éclatantes, des cascades, des panaches

## ABBEVILLE

Dimanche 2 juillet 1950, à 10 heures 30 du matin, commémoration à la mémoire du Chevalier de la Barre, rassemblement sur la place de la Gare. Le camarade Maurice Joyeux prendra la parole au nom de la F.A.

Fédération Anarchiste  
La Vie des Groupes  
1<sup>re</sup> REGION

LILLE. — Pour le service de librairie, s'adresser à Laurey G. 80, rue François-Ferré, à Fives-Lille (Nord).

LE HAVRE. — Un groupe étant en formation, les camarades du Havre sont invités, tous les vendredis soir, de 20 h. 30 à 21 h. 30, à l'École Pannier, 14, rue Trouville.

Pour commémorer l'anniversaire de la Révolution, le groupe espagnol de Lille organise une fête dans le Café Alphonse, 13, rue du Molinel, à Lille, le samedi 22 juillet, à 20 heures.

Les camarades adhérents et sympathisants : F. A., C. N. T., S. I. A., sont cordialement invités.

2<sup>re</sup> REGION

GROUPE 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup>. — Réunion militante, vendredi 30 juin. Mutualité. Présence indispensable. LEVALLOIS. — ENVIRONNEMENT. — Réunion, mercredi 23 juin, 21 h., au « Vieux Normand » (face à la mairie, Rome). — En juillet, 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> mercredi. Mercredi 12 juillet, cérémonie sur « La Révolution de juillet 1936 en Espagne, Ascaso et Durutti », par la camarade Lola. Mercredi 28 juillet, dernière réunion. (Août et septembre, vacances).

## SECTEUR OUEST

Sortie champêtre, dimanche 9 juillet. Rendez-vous au lieu dit « La Clairière », à 10 heures, au bois de St-Cucufa. Les sympathisants sont cordialement invités.

8<sup>re</sup> REGION

SAINT-ETIENNE. — Groupe Sébastien-Faure. — Les militants, sympathisants qui désirent contribuer à l'action libertaire sont priés de s'adresser à Morel, Salle C. N. T., 24, rue Rouget-de-l'Isle, Saint-Etienne, tous les dimanches matin.

GROUPE DE LYON. — Samedi 1<sup>er</sup> juillet, à 18 h., Café « Bon Accueil », 71, rue de Bondy, interdiction de la bombe atomique ou interdiction de la guerre. Orateur : Lavoré.

10<sup>re</sup> REGION

GRAND RASSEMBLEMENT régional des camarades libertaires et sympathisants, le 14 juillet, à LA FRANÇAISE-PLAGE. — Discussion sur la propagande et la fusion éventuelle des deux régions. Les groupes sont invités à prendre les dispositions nécessaires pour assurer le succès de ce rassemblement. — Pour la 10<sup>re</sup> région : Membra. Pour la 11<sup>re</sup> région : Estève.

12<sup>re</sup> REGION

MARSEILLE-CENTRE. — Réunion, tous les lundis de 19 h. à 20 h. 30, Librairie permanente, tous les mardis et samedis, de 18 h. à 19 h., au Siège, 12, rue Pavillier (2<sup>re</sup> étage).

## NICE

LE LIBERTAIRE, la seule voix qui clame notre idéal, doit crier : « Le groupe de Nice organise, le 4 juillet, à 21 heures, au Café du Centre, 10, rue Giuffredo (angle rue Delille), une réunion exceptionnelle à laquelle tous les lecteurs et amis du « Lib » sont invités. L'ordre du jour : étude des moyens et actions à mettre en œuvre dans les Alpes-Maritimes pour que vive « Le Libertaire ».

Tous ceux qui aiment et veulent voir défendre la liberté se feront une obligation d'y assister.

## MARSEILLE

Au profit du « Libertaire », le groupe Marseille-St-Antoine organise, le 9 juillet, une sortie champêtre au Vallon de la Rouzière (apporter son repas). Buffet, tombola. Venez nombreux. (Entreprise Morra, Marseille)

PETITE CORRESPONDANCE

J. Goulesque. — Tarn. — Reçu lettre, continuons service « Lib » jusqu'en octobre.

## ENFANCE - JEUNESSE

## NOTRE RUBRIQUE

frémissons sous la caresse du souffle de gloire. Et M. le Curé nous a félicités.

Enfin, lorsqu'a sonné l'heure du mariage et que notre tour était venu de fonder une famille, le père nous a tenu de graves propos : Mon fils, méfie-toi de l'amour. C'est un sentiment passager. Ton devoir de bon Français t'impose de choisir une femme honnête et surtout d'un bon parti. Abandonne ses amoureuses et épouse sa cousine Adèle. Le mariage est une chose sérieuse. Et il doit sonner : hélas ! en comparant la粗oupe de la bonne et la navrante obésité de sa femme !

Certains l'ont écouté. Ils ont épousé la cousine, les traditions, la dot, la moralité, les principes et le reste afin que se perpétue au sein de la famille française le respect siégeux que l'on doit aux choses établies une fois pour toutes, les bénédictions sacerdotales et la propriété privée, récompense de l'épargne et du travail. Ils sont devenus de bons Français, de vrais pères. Mais d'autres lui ont dit : Merde. Ils sont devenus des voyous.

OLIVE.

## CEUX QUI S'EN VONT

Notre excellent camarade H. Cronnier nous a quittés. Nombreux seront les militants douloureusement touchés par cette perte. Cronnier qui fut infatigable animateur il y a quelques mois le groupe de Choisy-le-Roi et il fut membre de la C. A. du mouvement jusqu'en 1946.

Le Comité National associe toute la F. A. au deuil qui frappe nos militants de Choisy et la famille du disparu.

POUR répondre à une nécessité de plus en plus pressante aujourd'hui dans le mouvement anarchiste, nous nous proposons d'ouvrir dans nos colonnes une rubrique « Jeunes » que nous nous efforcerons d'assurer le plus régulièrement possible. Nous voudrions qu'elle soit une tribune d'expression très large sur la jeunesse en général et d'appréciation sur tous les mouvements de jeunes, leurs buts, leurs méthodes, leurs activités et la sociologie de leurs effectifs. C'est donc à une étroite collaboration des jeunes de la F. A. et des sympathisants qui viennent à nous de plus en plus nombreux et de tous les horizons que nous faisons appel pour mener à bien cet essai de mise au point sur l'état actuel de la jeunesse.

Pour le plus grand nombre de nos camarades cette rubrique est apparue comme une nécessité et doit leur apporter des vues d'ensemble, des arguments, des méthodes d'investigation, de travail et de propagande dans le milieu si riche et si varié de la jeunesse. Nous attendons les suggestions de tous ceux qui s'intéressent à cette initiative, de ceux qui croient que c'est pour une grande part dans la révolte des jeunes que la société trouvera son salut, qui pensent que les jeunes restent le grand réservoir d'espérance et de forces qui précipiteront ce monde d'injustice à l'abîme où il s'enfonce chaque jour un peu plus. Les problèmes à étudier sont très nombreux et de tous ordres. Dès aujourd'hui nous en proposerons quelques-uns à l'attention de nos jeunes lecteurs, tels que : Les jeunes et la famille, les jeunes et l'éducation en général, Situation et revendications des étudiants, le rôle des jeunes dans les entreprises.

voire d'espérance et de forces qui précipiteront ce monde d'injustice à l'abîme où il s'enfonce chaque jour un peu plus. Les problèmes à étudier sont très nombreux et de tous ordres. Dès aujourd'hui nous en proposerons quelques-uns à l'attention de nos jeunes lecteurs, tels que : Les jeunes et la famille, les jeunes et l'éducation en général, Situation et revendications des étudiants, le rôle des jeunes dans les entreprises.

Quels sont les soucis primordiaux des jeunes ? Sont-ils seulement égoïstes avec des préoccupations d'ordre professionnel, financier, ou de simple sécurité matérielle ?

L'état moral des jeunes de notre entourage : Sont-ils principalement fatalistes ou ont-ils quelque espoir dans l'avenir d'une société meilleure ? Comment voient-ils sa réalisation ? Que font-ils dans ce sens ? Quelle est leur attitude devant les partis, le syndicalisme, le paternalisme, devant l'armée et la guerre ? Sont-ils généralement révolutionnaires ou routiniers en matière de conceptions sociales ? Ne sombrent-ils pas trop nombreux dans l'ambiance de l'égoïsme capitaliste qui les environne et qui constitue le plus souvent leur école d'apprentissage de la vie ? Comment toucher cette masse d'une façon efficace pour en acheminer les meilleurs éléments dans la voie révolutionnaire ? Le problème de la jeunesse ne devient-il pas de la sorte, tout simplement celui de l'avenir de la société ?

Nous étudierons aussi les groupements de jeunes depuis la droite jusqu'à la gauche en passant par les organisations confessionnelles et nombre de groupuscules de toute tendance qui, en matière politique, cherchent encore leur engagement ; les principaux mouvements de jeunesse en Europe et dans le monde pour autant qu'il nous sera possible d'en recueillir la documentation nécessaire.

La Fédération Anarchiste peut, dans les mois à venir, accroître son influence. Des milliers d'hommes égarés jusqu'à là ou jusqu'alors engourdis dans l'indifférence peuvent tourner les yeux vers nous.

Il est bon de savoir que, quoi qu'il arrive, dans l'humile lutte syndicale quotidienne comme demain peut-être dans la lutte clandestine contre les fascismes déchaînés et la guerre, la F. A. sera présente, et en toute clarté, alors que des groupes politiques qui font aujourd'hui illusion vacilleront dans les ténèbres.

Pensez aux  
Charbons du « LIBERTAIRE »

Demandez-nous notre prix-courant. Livraison à votre convenance. Renseignements : Etienne, 145, quai de Valmy, Paris (10<sup>e</sup>).

## ATTENTION !

Pendant les vacances  
LE LIBERTAIRE »  
e paraîtra que tous les quinze jours  
Le prochain numéro paraîtra donc le  
14 JUILLET  
LA REDACTION.

## Vers la guerre ?

(Suite de la première page)

gne, il aura acquis une base stratégique à bon compte. S'il perd, son échec sera uniquement d'ordre moral et le coup de sonde ainsi lancé l'aura éclairé sur la réaction américaine. Le Munich coréen n'aura pas lieu.

On a imposé au peuple coréen deux gouvernements, deux conceptions sociales différentes, l'une totalitaire, l'autre encore relativement libérale. En effet, nos camarades de la Fédération Anarchiste coréenne bénéficient d'une liberté relative dans la partie sud du pays. Ils mènent la lutte, non pas en défendant l'un des clans, mais en démontrant que la vraie lutte se situe sur un autre plan, sur un troisième front, le front du combat pour la liberté et aussi pour la subsistance — le riz — qui en Asie a une importance capitale. Ce qui se passe en Corée rappelle irrésistiblement la situation actuelle de l'Allemagne. La guerre, aujourd'hui, n'éclate plus contre le « boche » ou l'Anglais, ou le noir ou le jaune, contre

le voisin qui a renversé un poteau-frontière, elle éclate entre pro-staliniens et antistaliniens à l'intérieur même du pays, à cause des Etats, des gouvernements qui choisissent leur camp et l'imposent aux peuples placés sous leur férule.

Bien que les deux Corée aient été évacuées par les Russes et les Américains, la guerre a quand même éclaté. C'est dire quel degré de criminalité peuvent atteindre des gouvernements valets soigneusement installés avant le départ des forces armées occupantes. Et c'est du même coup démasqué l'odieuse hypocrisie de l'Appel de Stockholm, dont les organisateurs sont les fournisseurs des armées coréennes du Nord. C'est également signaler le danger mortel qui réside dans le choix entre l'Est et l'Ouest et c'est conclure par nécessité impérieuse que les forces capables de paralyser les fauteurs de guerre du Kremlin et de l'Angleterre devront être déclenchées au sein des peuples les forces capables de paralyser les fauteurs de guerre du Kremlin et de l'Angleterre.

## POUR "LE LIBERTAIRE"

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

C'est pourquoi il accorde aux patrons une liberté relative quant à la fixation des prix de revient et de vente sur les marchés, alors qu'il soumet les salaires — en dépit des apprenants — à une dictature arbitraire. Par conséquent, toute augmentation des salaires est une illusion. Les réformistes nous objectent que la faiblesse du pouvoir d'achat demande des solutions immédiates. Nous ne les nions pas. Mais nous affirmons qu'aussi longtemps que l'économie capitaliste ne sera pas ébranlée, le problème de la révolution restera posé.

Et si l'on admet la nécessité présente d'une action en faveur de l'augmentation des salaires (quoique nous pensions fermement que la réduction des heures de travail est une revendication autrement intéressante, en ce sens qu'elle remet en cause le système de l'exploitation de l'homme et profondément celle de la rémunération et de son principe) il faut que cette action présente le maximum de garanties de réussite. Et c'est pourquoi nous avons étudié le principe de la grève générale. Nous posons dans ces colonnes il y a quelques temps cette question : « La grève, arme émoussée du prolétariat ? » Et nous concluons sur la nécessité d'un renouvellement, d'une évolution de nos méthodes de lutte. Mais cela ne signifie pas pour autant que nous condamnons dédaigneusement à l'avance, toute grève à venir que nous n'inspirerait pas de ces méthodes. Nous avons simplement voulu raisonner en révolutionnaires, c'est-à-dire comme ceux qui doivent prévoir les formes d'action d'avenir. Mais il n'est pas prouvé que dans ces cas précis, la grève sur le tas soit dénuée de toute efficacité. La grève générale, par exemple, peut à l'occasion — ne l'aurions-nous pas assez dit ? — donner d'appréciables résultats. Et le sabotage, donc, défini par Pouget ?

Mais l'avantage que nous voyons dans la grève générale — outre le fait qu'elle a plus de chances d'assurer la victoire — c'est qu'elle prépare à la gestion ouvrière. Elle ne se confond pas avec elle, camarades de « La Vérité » ! En ce sens, nous sommes bien dans la tradition des différents penseurs de l'anarchisme et même du socialisme, dont la préoccupation gestionnaire était primordiale. Que signifie la terre aux paysans, la mine aux mineurs et l'usine aux ouvriers, sinon la gestion ouvrière ? Nous avons donc pas innové, mais simplement adapté des principes d'éthique et de doctrine à la situation sociale actuelle.

Certains autres affirment que nous disons révolution, là où il ne s'agit que de revendications. La grève générale n'est pas pour nous la Révolution, ni même la grève générale expropriatrice, mais simplement un moyen pour y accéder. La grève générale, reste ce qu'elle est : une méthode nouvelle d'action pour la classe ouvrière. Généralisée elle deviendrait alors inévitablement expropriatrice, c'est-à-dire révolutionnaire. Mais nous en reparlerons...

Joë LANEN.

Un dernier mot pour Durang (Thérant ? Toulet ?) du « Combat Syndicaliste » : dire que la grève générale est impossible parce que le mot « gestionnaire » sous-entend gestion financière, nous paraît un argument byzantin, sans fondement. Il s'agit de la production, et que la grève générale se fasse, suivant les cas, avec perception des tarifs sur les usagers ou vente des produits — et donc, rétribution des grévistes par leur organisation — ou qu'elle se fasse, dans les transports par exemple, gratuitement, nous pouvons utiliser très sainement le mot « gestionnaire ».

Si Durang veut que nous disions « grève active » ou « grève productrice », c'est sans doute qu'il a la main du vocabulaire et des étymologies discutables.

Mais il reste ceci : un procédé de grève, une forme de lutte ouvrière qui renforce l'arsenal des travailleurs et qui peut, à notre époque, se généraliser.

## CRÉDIT DE SUPPLÉANCE (II)

Liste de souscriptions reçues du 3-6-50 au 24-6-50

Docteur Eubée : 20,000 fr. ; Moinet, 200 ; Camarades de Besson, 475 ; Dugne, 320 ; Andoët, 50 ; Kliouane, 200 ; Calos, 200 ; Brochard, 3,000 ; Bravet, 100 ; Pardi, 200 ; Ferrand, 100 ; Prachia, 200 ; Félix, 400 ; Chrysostome, 100 ; Duval, 500 ; Joly, 200 ; Antoine André, 1,800 ; Paulignan, 200 ; Lavalette, 100 ; Céas, 100 ; Dous, 100 ; Poste Alger, 100 ; Libre Examen de Lyon, 900 ; Mellinger, 100 ; Baudillon, 50 ; Michel, 500 ; Ciri, 250 ; Phelipe, 200 ; Carcero, 250 ; Sena, 500. Liste 53 : Tricheux, 13,150 francs ; Fauroix, 150 ; Gil R., 200 ; Marcel L., 100 ; Pons, 100 ; Candido, 100 ; Marcelli, 50 ; Fra Companie Italiennes, 500 ; Berger, 500 ; Rydzinsky, 500 ; Alquier, 50 ; Lapeyre, 147 ; Traschel, 50 ; Capriotti, 100 ; Colombo, 50 ; Suzanne, 1,000 ; Roblin, 500 ; Vanierie, 500 ; Guilloré, 300 ; Piastra, 500 ; X., 35 ; X., 15 ; Gautier, 500 ; Léon X., 100 ; Un acheteur Saint-Lazare, 40 ; vendeur Saint-Lazare, 60 ; Manuel, 100 ; X., 40 ; Nicaut, 50 ; A. et M., 370 ; Groupe Est, liste 33, 3,000 ; Groupe Est, liste 4, 1,500 ; Groupe Est, liste 39, 50 ; Baudouin, 100 ; Hans, 50 ; En passant, 100 ; Groupe Est Munoz, 64 ; X

# CULTURE ET RÉVOLUTION

Réponses à une "œuvre" de Staline

## Anarchisme ou Socialisme

Ces articles furent réunis en brochures, sous le titre *Anarchisme ou Socialisme*. Or, quand on connaît le souci d'*« efficacité »* des Staliniens, le fait de la réédition du fascicule en langue russe, par les Editions Politiques d'Etat à Moscou en 1946, s'avère en lui-même, digne d'intérêt. Mais ne voilà-t-il pas, que depuis quelques jours, les *« Editions Sociales »*, viennent de mettre en vente la traduction française de cette œuvre ? C'est un *AVEU* dont il ne faut pas négliger l'importance.

En 1949, le Cercle l'ollitzer, centre de formation militante de l'Ecole Normale, donnait une série de conférences traitant de l'Anarchisme. La pauvreté de l'argumentation et de la documentation utilisée, donnait une piétre idée des cadres staliens. Heureusement que le *« Génie de la Pensée et de l'Action »* va contribuer à combler cette lacune. Etant donné l'importance que ses partisans donnent à l'œuvre de Staline, il nous paraît légitime de considérer que l'Anarchisme ou Socialisme comme l'expression des thèses que le Parti nous oppose. C'est pourquoi, nous appelons nos lecteurs à se procurer cette brochure pour s'assurer personnellement de la portée des enseignements staliens. Quant à nous, par la publication dans notre journal d'une brève étude sur quelques points cruciaux, nous essayerons de situer la confrontation. Pour commencer, nous donnerons à nos lecteurs, la primeur de quelques lignes tirées de l'introduction.

\*\*

« La lutte de classe est le pivot de la vie sociale de nos jours. Et chaque classe, au cours de cette lutte, s'inspire de sa propre idéologie. La bourgeoisie à la sienne, c'est ce qu'on appelle le libéralisme. Le Proletariat à son idéologie, c'est vous le savez, le Socialisme... »

« Le Socialisme comporte trois courants principaux : le Réformisme, l'Anarchisme et le Marxisme. Le réfor-

### Aux limites de la confusion

Loin de nous la pensée de vouloir ranimer une polémique que nous considérons comme close. Mais, ceci précisé, nous entendons, aujourd'hui comme hier, dénoncer la confusion partout où elle se manifeste.

Or, il faut dire que le dernier numéro de *« La Raison »* nous offre matière à réflexion sur ce sujet.

D'abord, un article engageant les Libres Pensées à signer l'Appel de Stockholm. Disons-le tout net : il faut être aveugle ou complice pour considérer comme « Partisans de la Paix » ces faux pacifistes dont l'antimilitarisme se mire en transes querrelières devant un défilé de l'Armée soviétique.

Mais, surtout, il faut être aveugle ou complice pour croire ou laisser croire que la Paix pourra sortir de tractations entre des Etats dont la raison d'être est la guerre. Répétons-le encore : la Paix sera l'œuvre révolutionnaire des Peuples brisant la structure des Etats, ou ne sera pas. Et alors le monde périra avec ou sans la bombe atomique.

Il est des heures où la confusion devient plus qu'une faute, un crime, parce qu'elle sert la propagande de l'un ou l'autre des blocs impérialistes qui se disputent le monde.

Certes, l'article incriminé est signé Jean Souvenance, et il est permis à celui-ci d'être naïf. Mais il est difficile, par contre, d'admettre une semblable naïveté de la part des camarades responsables du journal qui accueillent sa prose.

Le souci de plaire à une certaine clientèle pousserait-il « La Raison » à se faire le complice de la duplicité stalinienne ?

Nous aimions à ce que « La Raison » réponde clairement et sans équivoque.

D'autre part, dans ce même numéro de « La Raison », à propos d'un projet prévoyant l'entrée en France d'un grand nombre de travailleurs allemands, Loriot s'indigne avec des arguments teintés de... xénophobie !

Ce qui est pour le moins inattendu.

La encore, nous dénonçons cette dangereuse confusion qui est en passe de s'asphyxier la classe ouvrière de ce pays.

Ge n'est, certes, pas par des articles dans le genre de ceux que nous venons de citer que se recréera cette conscience révolutionnaire internationale dont le déclin a permis le triomphe de ce chancier moderne : le totalitarisme.

Que « La Raison » semble trop souvent ignorer, lorsqu'il s'exerce derrière le masque mensonger d'un faux socialisme.

LEO FALY.

Nos prix marqués entre parenthèses indiquent Port compris

### CHANSONS - POÉSIES

R. Asso : Chansons sans musique, 150 fr. (180 fr.). — Traductions de A. Robin : Poèmes hongrois d'Ady, 50 fr. (65 fr.) ; Poèmes russes de Boris Pasternak : Le Romancero de la Libertad, 90 fr. (105 fr.) ; — A. Gorion : Crise de Révolte, 45 fr. (60 fr.) ; — Marcel Rioutord : Un Jour viendra, 135 fr. (150 fr.) ; — Jacques Prévert et André Verdet : Histoires, 300 fr. (330 fr.) ; — Christian Gali : L'Air de loin, 200 fr. (240 fr.) ; — Léo Campion : A toutes fins inutiles 125 fr. (140 fr.) ; — Jean Richus : Les Soliloques du Pauvre, 245 fr. (400 fr.)

**A** LA FIN de 1905 et au début de 1906, en Géorgie, un groupe d'anarchistes partisans des théories de Kropotkin et comprenant, entre autres, le fameux V. Tcherkésichvili, Mikado Tsereteli et Chalva Goguelia, entreprit une campagne acharnée contre le Parti social-démocrate dont Staline était membre. Le groupe fit paraître à Tiflis les journaux Nobati (L'Appel), Moucha (L'Ouvrier), Khma (La Voix), ainsi que de nombreuses brochures, telles que « La prise du Pouvoir d'Etat » de Baton, « Les Paroles d'un Révolté », « La Science moderne et l'Anarchisme » de Kropotkin, et des recueils, comme « Pain et Liberté », rédigé collectivement. Cependant, Staline entama une polémique avec eux qui, de décembre à avril, comporta douze articles, reproduits dans la presse du Parti.

« misme (Berstein et autres), qui ne considère le Socialisme que comme un but éloigné, et rien de plus ; qui, pratiquement, nie la révolution sociale et cherche à instaurer le Socialisme par la voie pacifique ; le réformisme qui prêche non la lutte des classes, mais leur collaboration. Ce réformisme-là se désagrège de jour en jour, il perd de jour en jour toutes les apparences du Socialisme ; point n'est besoin, selon nous, de l'analyser ici en définissant le Socialisme. » Il en va tout autrement pour le Marxisme et l'Anarchisme : tous deux sont reconnus aujourd'hui pour des courants socialistes ; tous deux se combattent avec acharnement, tous deux veulent apparaître aux yeux du prolétariat comme des doctrines authentiquement socialistes, et bien entendu, l'analyse et la mise en paral-

le de ces deux tendances offrirait au lecteur un bien plus vif intérêt. « Nous n'appartenons pas à ces hommes, qui, au rappel du mot « Anarchisme » se détournent avec mépris et déclarent dans un geste d'abandon : « Vous êtes bien de nous en occuper, il ne vaut même pas la peine qu'en parle ! » Nous croyons qu'une telle « critique » à bon marché est chose indigne et sans utilité. « Nous n'appartenons pas non plus aux hommes qui se consolent à l'idée que les Anarchistes, voyez-vous, « n'ont pas l'appui des masses, et c'est pourquoi ils ne sont guère dangereux ». Il ne s'agit pas de savoir derrière qui suit aujourd'hui une « masse » plus grande ou plus petite. Il s'agit d'essence de la doctrine. Si la « doctrine » des Anarchistes traduit une vérité, il va de soi qu'elle

s'ouvrira absolument un chemin et ralliera la masse autour d'elle. Mais si elle est inconsistante et reposé sur une base erronée, elle ne fera pas long feu et restera comme suspendue dans l'air. Or, l'inconsistance de l'Anarchisme doit être démontrée.

La vérité est que le Marxisme et l'Anarchisme reposent sur des principes tout à fait divergents, bien que tous se manifestent sur le terrain de la lutte sous le drapeau socialiste. La pierre angulaire de l'Anarchisme est l'individu, dont l'affranchissement est, selon lui, la condition principale de l'affranchissement de la masse, de l'affranchissement de la collectivité. Selon l'Anarchisme, l'affranchissement de la masse est impossible tant que l'individu ne sera pas affranchi, ce qui fait que son mot d'ordre est : « Tout pour l'individu ». Tandis que la pierre angulaire du Marxisme, c'est la masse dont l'affranchissement, selon lui, la condition principale de l'affranchissement de l'individu. C'est-à-dire que, selon le marxisme, l'individu ne peut être affranchi tant que ne sera pas la masse, ce qui fait que son mot d'ordre est : « Tout pour la masse ».

Voici Staline, satisfait sans doute.

D'ailleurs la distinction formelle entre masse et individu nous paraît d'une dialectique fort peu orthodoxe, une abstraction bien évidente. Il y a pour les anarchistes, et cela ressort de la citation de Kropotkin, un phénomène social complexe où il est impossible de marquer l'antériorité de la masse ou de l'individu. On peut se demander d'ailleurs ce que peut signifier une libération des masses qui ne sous-entendrait pas, simultanément, un affranchissement de l'individu. On a pu vérifier d'ailleurs, historiquement, le mal qu'avait pu faire une semblable théorie : en URSS, le peuple est libre, mais ceux qui le composent sont esclaves ! Il est bien évident que les anarchistes, dans leur grande majorité n'ont jamais prétendu qu'un peuple de 40 millions d'habitants ne serait libre que lorsque chacun des 40 millions d'individus aurait préalablement, réalisé son plein affranchissement. Mais ce qui est vrai, c'est qu'une élévation de l'individu, au moins du plus grand nombre d'individus, à une conscience révolutionnaire, anarchiste, nous paraît nécessaire à une véritable Révolution sociale. Les bolcheviques eux-mêmes ne forment (ou déforment) ils pas des hommes en vue de les faire combattre pour un soulèvement, donc préalablement à tout affranchissement des masses ?

Ce qui est vrai aussi, c'est que le « tout pour l'individu » est parfaite- ment conforme à l'anarchisme. Mais, entendons-nous bien, il s'agit de l'individualisme tel que le définit Kropotkin (voir citation ci-dessus) et non de l'individualisme bourgeois du chacun-pour-soi et contre tous.

En fait, dans l'anarchisme, l'individu est à la fois un moteur et un but, et nous allons affirmer à Staline le témoignage d'un marxiste, P. Naville, qui, dans la stalinisante « Revue Internationale » d'avril-juin 1930, écrit, page 126 :

« Mais les anarchistes, comme Proudhon, Kropotkin, Bakounine, pour citer des noms honorables, concevaient plutôt l'affirmation de la primauté des valeurs individuelles, comme une couquette permanente et comme un objectif final — point qui, chez eux, avait retenu l'attention de Lénine (L'Etat et la Révolution) — et non comme une

donnée préalable, une vérité historique. »

Lénine écrase Staline quand on compare leurs pensées.

Nous pourrions, puisant chez Kropotkin, Bakounine, Malatesta, Voline, multiplier les citations. A quoi bon ? Le nombre n'y lèrait rien et la cause est entendue : les anarchistes ne conçoivent pas une libération de « masses » qui ne serait pas en même temps celle des individus qui les composent. D'autre part, le simple bon sens est d'accord avec eux pour dire que préalablement à toute Révolution et au cours d'une Révolution, le plus grand nombre possible d'individus doit croître en conscience et en volonté : Pelletier qui ne négligeait pas les masses, lui qui fut un constructeur de syndicats, voulait que chaque travailleur militant fut « un amant passionné de la culture de soi-même ». Enfin, si l'anarchisme est, à travers, la société qu'il veut réaliser, au service de l'individu, c'est qu'il exprime des aspirations, une certaine façon de concevoir les rapports humains et la vie de l'homme : l'individu est son but. Tandis que le marxisme, qui ne veut poser au départ aucune valeur éthique, ne poursuit nullement comme le préside Staline, la libération de l'individu. C'est là une affirmation gratuite de plus au compte du « théoricien » qui prête — ou feint de prêter par rouerie — à la thèse qu'il prétend servir des aspects qu'elle ne contient pas.

Le marxisme veut être, au plus, l'accoucheur d'une société qui doit venir inéluctablement et dont le contenu sera communiste, parce que c'est écrit, mais il ne pose pas à l'avance les con-

cepts moraux de liberté, de justice, etc.

Le socialisme, c'est alors un mot pour signifier un certain rapport de propriété, c'est une équation.

Pour les anarchistes, le socialisme ne peut être qu'il considère l'homme, ses aspirations et ses principes moraux, comme bases, moyens et buts.

FONTAINE.

### BILLET DU MILITANT

### L'ETAT

Dans une discussion, on a l'impression parfois de se trouver en présence de problèmes insolubles. Or, en général, les problèmes insolubles sont des problèmes mal posés, des pseudo-problèmes. Le seul moyen permettant alors de progresser est de procéder par analyse.

Kropotkin, dans « L'Etat et son rôle historique » en particulier, nous donne un exemple de l'utilisation de la méthode analytique, au sujet de la notion d'Etat. « Entendons-nous d'abord, dit-il, sur ce que nous voulons comprendre sous le nom d'Etat.

« Il y a, vous le savez, l'école allemande, qui se plaît à confondre l'Etat et la Société. Cette confusion se rencontre chez les meilleurs penseurs allemands et beaucoup de Français, qui ne peuvent concevoir la société sans la concentration étatiste, et c'est pourquoi on reproche habituellement aux anarchistes de vouloir détruire la Société »...

Cependant raisonnons ainsi, c'est entièrement ignorer les progrès accomplis dans le domaine de l'histoire depuis la dernière trentaine d'années ; c'est oublier que, pour la plupart des nations européennes, l'Etat est d'origine récente, qu'il date à peine du xvi<sup>e</sup> siècle... L'Etat n'est qu'une des formes revêtues par la Société dans le cours de l'histoire.

« Il me semble cependant que dans l'Etat et le Gouvernement, nous avons deux notions d'ordre différent. L'idée d'Etat, comprend non seulement l'existence d'un pouvoir placé au-dessus de la Société, mais aussi : une concentration territoriale et une concentration de beaucoup de fonctions de la vie des Sociétés entre les mains de quelques-uns. Elle implique certains nouveaux rapports entre les membres de la Société, qui n'existaient pas avant la formation de l'Etat. »

Il faut ajouter une autre distinction également très importante : celle entre Etat et classe économiquement forte. C'est méconnaître, en effet, le contenu de classe de l'Etat, que de prétendre que le pouvoir d'Etat est synonyme du pouvoir économique. La classe économiquement forte, quand elle régit la vie publique, le fait par l'intermédiaire d'une autre classe, d'une essence particulière, la Bureaucratie par exemple. C'est précisément cette confusion fondamentale qui est à l'origine du non-sens de l'« Etat-Prolétariat » en réalité, il est inévitable qu'un pouvoir conquis par une classe quelconque, le prolétariat par exemple, ne puisse que lui échapper. D'où l'erreur du concept étatisé de la « dictature du Prolétariat ». (Nous verrons qu'il existe une forme de pouvoir proletarien direct, que les anarchistes préconisent.)

Il importe aussi dans une discussion, à propos de l'Etat, de se souvenir qu'il existe de nombreux individus (certains marxistes, bordighistes, abondancistes ou citoyens du monde) qui par Etat socialiste, entendent précisément ce que les anarchistes entendent par Organisation sociale, c'est-à-dire, organisation formée par la coopération des syndicats, des coopératives, des fédérations de producteurs et de consommateurs, liés par un contrat et un contrôle réciproque. L'oublier serait s'exposer à discuter sur des mots, et non sur des réalités.

Pour conclure : nous dirons que ce n'est que par un examen plus profond des termes de la discussion, par une analyse plus poussée des concepts, que l'on peut espérer surmonter toutes les contradictions apparaissant dans une confrontation d'idées.

Le 1<sup>er</sup> Voir (A.B.C. of Anarchism de Berkman-Frederick-Fox, Londres.)

Le 2<sup>me</sup> Charles DEVANON.

Le 3<sup>me</sup> L'Etat et la Société.

Le 4<sup>me</sup> L'Etat et la Révolution.

Le 5<sup>me</sup> L'Etat et la Guerre mondiale.

Le 6<sup>me</sup> L'Etat et la Révolution.

Le 7<sup>me</sup> L'Etat et la Guerre mondiale.

Le 8<sup>me</sup> L'Etat et la Révolution.

Le 9<sup>me</sup> L'Etat et la Guerre mondiale.

Le 10<sup>me</sup> L'Etat et la Révolution.

Le 11<sup>me</sup> L'Etat et la Guerre mondiale.

Le 12<sup>me</sup> L'Etat et la Révolution.

Le 13<sup>me</sup> L'Etat et la Guerre mondiale.

Le 14<sup>me</sup> L'Etat et la Révolution.

Le 15<sup>me</sup> L'Etat et la Guerre mondiale.

Le 16<sup>me</sup> L'Etat et la Révolution.

Le 17<sup>me</sup> L'Etat et la Guerre mondiale.

Le 18<sup>me</sup> L'Etat et la Révolution.

Le 19<sup>me</sup> L'Etat et la Guerre mondiale.

Le 20<sup>me</sup> L'Etat et la Révolution.

Le 21<sup>me</sup> L'Etat et la Guerre mondiale.

Le 22<sup>me</sup> L'Etat et la Révolution.

Le 23<sup>me</sup> L'Etat et la Guerre mondiale.

Le 24<sup>me</sup> L'Etat et la Révolution.

Le 25<sup>me</sup> L'Etat et la Guerre mondiale.

Le 26<sup>me</sup> L'Etat et la Révolution.

Le 27<sup>me</sup> L'Etat et la Guerre mondiale.

Le 28<sup>me</sup> L'Etat et la Révolution.

Le 29<sup>me</sup> L'Etat et la Guerre mondiale.

Le 30<sup>me</sup> L'Etat et la Révolution.

Le 31<sup>me</sup> L'Etat et la Guerre mondiale.

Le 32<sup>me</sup> L'Etat et la Révolution.

Le 33<sup>me</sup> L'Etat et la Guerre mondiale.

Le 34<sup>me</sup> L'Etat et la Révolution.

Le 35<sup>me</sup> L'Etat et la Guerre mondiale.

Le 36<sup>me</sup> L'Etat et la Révolution.

Le 37<sup>me</sup> L'Etat et la Guerre mondiale.

Le 38<sup>me</sup> L'Etat et la Révolution.

Le 39<sup>me</sup> L'Etat et la Guerre mondiale.

Le 40<sup>me</sup> L'Etat et la Révolution.

Le 41<sup>me</sup> L'Etat et la Guerre mondiale.

Le 42<sup>me</sup> L'Etat et la Révolution.

Le 43<sup>me</sup> L'Etat et la Guerre mondiale.

Le 44<sup>me</sup> L'Etat et la Révolution.

Le 45<sup>me</sup> L'Etat et la Guerre mondiale.

Le 46<sup>me</sup> L'Etat et la Révolution.

Le 47<sup>me</sup> L'Etat et la Guerre mondiale.

Le 48<sup>me</sup> L'Etat et la Révolution.

Le 49<sup>me</sup> L'Etat et la Guerre mondiale.

Le 50<sup>me</sup> L'Etat et la Révolution.

Le 51<sup>me</sup> L'Etat et la Guerre mondiale.

Le 52<sup>me</sup> L'Etat et la Révolution.

Le 53<sup>me</sup> L'Etat et la Guerre mondiale.

Le 54<sup>me</sup> L'Etat et la Révolution.

Le 55<sup>me</sup> L'Etat et la Guerre mondiale.

# La Fédération Anarchiste et le manifeste du M.P.F.

LE MOUVEMENT POPULAIRE DES FAMILLES a lancé, il y a quelque temps, un manifeste pour la défense des libertés ouvrières. Ce manifeste précise notamment que les libertés syndicales sont bafouées, que le libre exercice du droit au travail n'est pas assuré, que la Nation ne garantit pas aux travailleurs et à leur famille des conditions de vie humaine, que les libertés d'expression ne sont plus respectées, et enfin que la force publique, loin de rester en permanence au service du peuple souverain, est utilisée à l'avantage d'une minorité privilégiée. Le manifeste conclut : « Devant ces atteintes aux libertés des travailleurs, nous signons pour protester solennellement auprès du gouvernement et du Président de la République et nous affirmons la volonté du peuple de toujours défendre les libertés garanties par la Constitution. »

Puis suivent un certain nombre de signatures parmi lesquelles nous relevons celles des dirigeants du P.C.F. Cachin et Duclos, du père Aragon, des syndicalistes doux comme Le Léap, Racamond et Raynaud, des aventuriers tels Yves Farges (1).

Lorsque l'on sait le peu de crédit accordé par ces individus aux libertés ouvrières, on peut admettre qu'ils n'ont pas trouvé dans le texte du manifeste une seule ligne qui puisse les compromettre. Seul leur désir d'apparaître comme les grands défenseurs de l'Unité peut justifier leur adhésion.

Autre fait significatif : la presse stalinienne et la multitude de « cryptos » n'ont pas soufflé mot de ce manifeste (2). Il y a là matière à réflexion. Peut-on ignorer que par ailleurs, cette même presse laisse entendre que le M.P.F. est dans le camp des réactionnaires, en vertu du vieil adage stalinien : tout ce qui n'est pas avec nous est contre nous.

Toutefois, nous précisons que ce n'est pas parce que le P.C.F. et ceux qui vivent dans son orbite signent ce manifeste, que nous refusons d'y souscrire. (La loi des 40 heures que les travailleurs imposèrent aux politiciens ne perdait pas une parcelle de sa valeur parce que ceux-ci la défendaient... pour la répudier plus tard.) D'autres impératifs justifient notre position.

Nous savons qu'il n'entre pas dans les attributions d'un gouvernement, quelle que soit l'étiquette ou l'affiliation dont il se réclame, de respecter les libertés ouvrières, même si celles-ci sont inscrites dans la Constitution. Si, sous la pression de la classe ouvrière, le gouvernement abandonne une partie de son autorité, ce n'est pas parce que les libertés sont garanties par la Constitution, mais parce que les travailleurs sont forts. Qu'ils soient faibles, et le gouvernement fera voter des lois d'exception et accentuera la répression. Aussi il nous paraît puérile de quérir du Président de la République les libertés que le prolétariat a pour tâche de conquérir. Non pas simplement la liberté d'expression et d'organisation, mais principalement la liberté économique sans laquelle toute liberté est un vain mot, comme le faisait remarquer fort justement Jacques Cru dans le « Monde Ouvrier » du 10 juin 1950. Auroi s'est-il ému devant les matraquages de mineurs, ou l'assassinat d'Edouard Maze ? Que peuvent-on espérer du gouvernement actuel dont l'attitude à l'égard des revendications des travailleurs est édifiante ? Le rôle des forces publiques n'est-il pas précisément de sauvegarder les intérêts des privilégiés ministres et patrons ? Le M.P.F. en faisait dernièrement boulevard Kellermann, l'amère expérience (3). Là, encore, c'est la combativité des travailleurs qu'il s'agit de réveiller. Et nous en venons au deuxième aspect du manifeste.

Les occasions pour lesquelles les signatures des travailleurs furent sollicitées sont multiples : pétitions, adresses à Staline, serments de fidélité, appel de Stockholm, appel de Paris, etc... Il est particulièrement néfaste de laisser entendre qu'une simple signature suffit à régler les problèmes du prolétariat. Son dynamisme a été émoussé par ce procédé dangereux, qui tend à faire oublier le véritable aspect de la lutte de classes, de l'action directe dans les entreprises, de l'émancipation, problèmes posés par la nécessité de la transformation sociale. Certes, le M.P.F. suppose, de bonne foi, que ce manifeste est susceptible de frotter la conscience des travailleurs. Mais nous pensons qu'en définitive le résultat est tout autre. Le manifeste laisse supposer que l'Etat peut garantir les libertés ouvrières, et c'est là que réside le véritable danger. La confiance en l'Etat et les partis qui le composent est une hypothèse sur la révolution. Il faut la détruire. Et pour la détruire, il faut promouvoir une action à la base. Il faut démontrer aux travailleurs que seule leur force est un gage pour la défense de leurs libertés. Sur ce terrain, le M.P.F. nous pourra toujours à ses côtés.

Roland DESAGIS.

(1) Ce ne sont pas les seules signatures que l'on peut trouver. Nous y voyons également les noms de syndicalistes sincères ou de mutualistes honnêtes.

(2) Seulement quelques lignes, sans explication, dans l'« Humanité ».

(3) Une manifestation organisée par les femmes du M.P.F. le 4 juin, a été sauvagement dispersée par les forces de police. Courageusement, ces femmes reformeront leur cortège un peu plus loin.

## CHEZ RENAULT Élections des délégués

DE mémoire de métallurgistes jamais on n'avait assisté à un tel déploiement de force et à un tel gaspillage de papier (C.G.T.).

C'est à qui placerait au mieux sa salade et la palme revient sans nul doute à la C.G.T., et pour cause, car elle détient le nerf de la guerre.

Quel charlatanisme ! C'est ainsi qu'on a pu entendre le jeudi 1er mai, la conclusion qui découle de ces élections c'est que les masses sont soumises au plus offrant et prêtes à se prosterner pour une gamelle de soupe (soupes populaires des dernières grèves). Ne pas vouloir le dire en les flattant ou en les menaçant c'est aussi faire de la démagogie que nous reprochons tant à nos adversaires. On n'attrape pas des mouches avec du vinaigre et si la C.G.T. a conservé ses troupes — quant au nombre de voix — cela ne prouve pas que ces dernières sont prêtes à la suivre au premier mouvement de grève, car nous le répéterons jamais assez, si la C.G.T. est forte c'est uniquement par le nombre et non par la valeur de ses militants, nous sommes placés pour le siècle de son appartenance au P.C. officiel de Gennevilliers.

Ainsi donc, cinq syndicats s'affrontent aux élections C.G.T., C.F.T.C., F.O., S.D.R. et le nouveau-né le S.I.R. (syndicat indépendant Renault) d'obéissance gaulliste. La C.F.T.C., F.O. et le S.I.R. se disent indépendant de toute attache politique. En fait, ils sont tous indépendants du syndicalisme.

Donc cinq syndicats en compétition.

Voici les résultats :

Sur 29.098 inscrits contre 27.600 l'an-née passée, ont obtenu : en 1949

C.G.T. ....	18.498	17.368
S.I.R. ....	2.270	n'existe pas
C.F.T.C. ....	2.127	1.485
F. O. ....	1.425	2.032
S.D.R. ....	492	1.233

Abstentions et bulletins nuls : 4.286. La C.F.T.C. se renforce, mais si peu. F.O., toujours en déclin, on ne peut ménager la chèvre et le chou sans faire de casse et le lachage de la dernière grève y est pour beaucoup. Le S.D.R. nettement en recul, résultant après tout

logique après l'échec de la dernière grève.

Le S.I.R. vient en deuxième position, très loin derrière la C.G.T.

Quant à la C.G.T. elle totalise 63,5 % des inscrits contre 63 % l'année dernière et non 75 % comme l'annonçait l'« Humanité ».

On parle trop souvent de l'apathie des masses. Or, la conclusion qui découle de ces élections c'est que les masses sont soumises au plus offrant et prêtes à se prosterner pour une gamelle de soupe (soupes populaires des dernières grèves). Ne pas vouloir le dire en les flattant ou en les menaçant c'est aussi faire de la démagogie que nous reprochons tant à nos adversaires. On n'attrape pas des mouches avec du vinaigre et si la C.G.T. a conservé ses troupes — quant au nombre de voix — cela ne prouve pas que ces dernières sont prêtes à la suivre au premier mouvement de grève, car nous le répéterons jamais assez, si la C.G.T. est forte c'est uniquement par le nombre et non par la valeur de ses militants, nous sommes placés pour le siècle de son appartenance au P.C. officiel de Gennevilliers.

Ainsi donc, cinq syndicats s'affrontent aux élections C.G.T., C.F.T.C., F.O., S.D.R. et le nouveau-né le S.I.R. (syndicat indépendant Renault) d'obéissance gaulliste. La C.F.T.C., F.O. et le S.I.R. se disent indépendant de toute attache politique. En fait, ils sont tous indépendants du syndicalisme.

Donc cinq syndicats en compétition.

Voici les résultats :

Sur 29.098 inscrits contre 27.600 l'an-née passée, ont obtenu : en 1949

C.G.T. ....	18.498	17.368
S.I.R. ....	2.270	n'existe pas
C.F.T.C. ....	2.127	1.485
F. O. ....	1.425	2.032
S.D.R. ....	492	1.233

Abstentions et bulletins nuls : 4.286. La C.F.T.C. se renforce, mais si peu. F.O., toujours en déclin, on ne peut ménager la chèvre et le chou sans faire de casse et le lachage de la dernière grève y est pour beaucoup. Le S.D.R. nettement en recul, résultant après tout

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

## La vérité sur les dockers

C'est ainsi que, le 15 juillet 1949, s'exprimait l'éditorial du *Libertaire*. Or, ne voilà-t-il pas actuellement, ces Messieurs du Gouvernement et de *L'Aube*, renouvelant la manœuvre qui consiste à brimer les dockers sous prétexte de communisme !

Le 14 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

Le 15 juin, à Dieppe, est passé en jugement Marcel Mathias, secrétaire du Syndicat des Dockers, cependant que ceux-ci faisaient une grève de protestations de deux heures.

</